

## Le miroir des notables ?

L'enquête agricole de 1866 en Bretagne

Anthony Hamon

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3865>

DOI : 10.4000/abpo.3865

ISSN : 2108-6443

### Éditeur

Presses universitaires de Rennes

### Édition imprimée

Date de publication : 12 juillet 2018

Pagination : 171-191

ISBN : 978-2-7535-7604-9

ISSN : 0399-0826

### Référence électronique

Anthony Hamon, « Le miroir des notables ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 125-2 | 2018, mis en ligne le 12 juillet 2020, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3865> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.3865>

---

# Le miroir des notables ?

## L'enquête agricole de 1866 en Bretagne

Anthony HAMON

Doctorant en histoire contemporaine, université Rennes 2, EA Tempora

L'enquête agricole que nous nous proposons d'étudier est, à tout point de vue, d'abord la « fille de son temps<sup>1</sup> ». En effet, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, deux tendances profondes et indissociables l'une de l'autre caractérisent peu à peu la société française. Il s'agit en premier lieu d'un mouvement de fond de nature séculaire, lié au renforcement de l'État<sup>2</sup> : pour gouverner le pays d'une manière plus efficace, l'État cherche à mieux le connaître, à le déchiffrer, en vue d'en contrôler la production. Il en résulte ainsi une abondante documentation statistique qui, depuis les temps de la Monarchie de Juillet, a vraisemblablement gagné en qualité et sur laquelle le pouvoir aime s'appuyer<sup>3</sup>. Une seconde tendance d'origine plus récente joue également un rôle essentiel pour la forme et l'objet des enquêtes, c'est le processus de démocratisation qu'a enclenché la Révolution de 1789. Cette démocratisation consiste autant en une restructuration sociale qu'en une amélioration générale des rapports entre gouvernants et gouvernés. En démolissant l'ordre social ancien, l'explosion révolutionnaire laisse derrière elle une société à la population atomisée. Aussi l'enquête sert-elle à rendre plus lisible la société, de façon à pouvoir la remettre en ordre. C'est principalement pour cette raison que le XIX<sup>e</sup> siècle est « l'âge d'or » des enquêtes d'État<sup>4</sup>.

---

1. Cet article est le résumé du mémoire de recherche d'histoire d'Anthony HAMON, *Le miroir des notables ? L'enquête agricole de 1866 en Bretagne*, réalisé sous la direction de Jean LE BIHAN, université Rennes 2, 2017. L'auteur est actuellement en train de préparer une thèse portant sur cette même enquête agricole, sous la direction de Pierre KARILA-COHEN.

2. Pour une physionomie de l'État français durant le XIX<sup>e</sup> siècle, il faut se reporter à ROSANVALLON, Pierre, *L'État de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990.

3. Il convient cependant de ne pas confondre les statistiques et les enquêtes. Pour la différenciation à opérer quant à ce point crucial concernant le XIX<sup>e</sup> siècle, et, plus généralement, sur le développement de la science statistique, voir DESROSÈRES, Alain, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993, p. 13-17.

4. Voir VIVIER, Nadine (dir.), *The Golden Age of State Enquiries. Rural Enquiries in the Nineteenth Century*, Turnhout, Brepols Publishers, 2014.

Les populations rurales et agricoles ont bien évidemment constitué un sujet d'analyse pour ces enquêtes. Comment aurait-il pu en être autrement ? Sous le Second Empire, la part des habitants des campagnes au sein de la population totale française est très importante : en 1852, 27 millions des Français sont des ruraux sur un total de 35 millions, soit 75 % ; et sur ces 27 millions d'habitants, environ 20 millions peuvent être considérés comme des cultivateurs<sup>5</sup>. Est-il également nécessaire de rappeler la place considérable qu'occupe alors l'agriculture dans l'économie nationale, tout comme son poids politique depuis l'instauration du suffrage universel en 1848, qui a fait des paysans les « faiseurs de rois » ? Pourtant le monde des campagnes, comme celui des villes, subit des transformations profondes sous le double effet de l'industrialisation et de l'urbanisation galopantes. Les vieux particularismes régionaux dont Marc Bloch a retracé le long développement s'effacent progressivement pour laisser place à des terroirs qui s'opposent de moins en moins et qui, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, s'homogénéisent grâce à l'amélioration des voies de communication<sup>6</sup>. Parallèlement à cette modernisation globale des infrastructures, qui n'est pas propre aux sociétés rurales, il existe un autre mouvement spécialement campagnard qu'a accéléré la Révolution de 1789 : le morcellement de la terre, « ce Robespierre à une tête et à 20 millions de bras<sup>7</sup> » comme l'écrit Balzac dans sa préface des *Paysans*, renforçant *in fine* la petite propriété<sup>8</sup>. Le nombre des cotes foncières explose littéralement entre 1851 et 1870, c'est-à-dire sous le règne de Napoléon III<sup>9</sup>. Cette mutation de l'appareil foncier national provoque naturellement des bouleversements d'ordre social et politique, tels que la « déprolétarianisation de la paysannerie<sup>10</sup> » et la remise en cause de l'autorité traditionnelle des notables. Les conséquences économiques du morcellement sont cependant plus difficiles à apprécier, dans la mesure où il semble d'abord le principal responsable de l'augmentation des surfaces emblavées et de la production durant la période impériale, mais où, par la suite, il devient l'un des grands obstacles à la modernisation des exploitations agricoles<sup>11</sup>. Tout cela, combiné à une hausse générale des prix des denrées agricoles ainsi qu'à la disparition définitive des famines, fait que le Second Empire forme comme « un apogée de la civilisation rurale<sup>12</sup> ». Il

5. BOULAIN, Jean, « Agriculture », dans TULARD, Jean (dir.), *Dictionnaire du Second Empire*, Paris, Fayard, 1995, p. 20.

6. BLOCH, Marc, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, Armand Colin, rééd. 1999, p. 46.

7. BALZAC, Honoré de, *Les paysans*, 1844, préface.

8. BLOCH, Marc, *Les caractères originaux...*, *op. cit.*, p. 263.

9. BRAUDEL, Fernand et LABROUSSE, Ernest (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, tome 3 : 1789-1880, Paris, PUF, rééd. 1993, p. 634.

10. L'expression est de Jean-Luc MAYAUD, *La petite exploitation rurale triomphante : France XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 1999, p. 110.

11. Nous nous référons ici aux deux premiers chapitres des travaux de Pierre BARRAL, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Presses de la fondation des sciences politiques, 1968, p. 20-92.

12. DUBY, Georges et WALLON, Armand (dir.), *Histoire de la France rurale*, tome 3 : 1789-1914, Paris, Seuil, rééd. 2003, p. 10.

reste que les modalités de cette prospérité et de ces changements varient plus ou moins en fonction des régions.

Il faut donc s'arrêter un instant sur les traits spécifiques des campagnes bretonnes au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le facteur démographique est sans nul doute le plus important : la forte natalité des ruraux y étant supérieure à la moyenne nationale, il en résulte une surpopulation qui freine et l'augmentation des salaires des ouvriers agricoles et la vente des excédents de la production<sup>13</sup>. La faible industrialisation et la langueur des centres urbains seraient dès lors autant des causes que les conséquences de ce trop-plein humain, et, par conséquent, le premier responsable du retard de l'agriculture en Bretagne que Pierre Daucé et Yves Léon évaluent à environ 50 ans, dans le second XIX<sup>e</sup> siècle<sup>14</sup>. D'autres explications ont été fournies par les historiens en ce qui concerne le décalage breton. Henri Sée, par exemple, lui attribue une origine avant tout géographique<sup>15</sup>, alors que certains auteurs accusent les élites locales de ne pas s'être suffisamment occupées de modernisation agricole<sup>16</sup>. Les notables bretons paraissent toutefois y avoir pris une part assez importante, notamment par l'entremise des comices cantonaux agricoles dont le réseau est particulièrement dense durant le Second Empire<sup>17</sup>. Ces associations sont aussi des lieux de politisation à la tête desquelles se situe presque toujours un notable d'origine souvent nobiliaire et d'obédience légitimiste<sup>18</sup>. Ceci provoque d'ailleurs des tensions entre le pouvoir impérial et les notables bretons, lesquelles se retrouvent aggravées par suite de la politique menée contre le pape par Napoléon III depuis 1859. La nature des rapports qu'entretiennent ces élites rurales et l'État nous amène à nous interroger sur la forme et sur l'efficacité des politiques de modernisation agricole lancées en Bretagne et, plus

---

13. DAUCÉ, Pierre et LÉON, Yves, *L'évolution de la population agricole en Bretagne de 1850 à nos jours*, texte dactylographié, 1978, p. 5.

14. DAUCÉ, Pierre et LÉON, Yves, *L'évolution des systèmes de culture et d'élevage en Bretagne de 1850 à nos jours*, texte dactylographié, 1978-1979, p. 25.

15. SÉE, Henri, « Les classes rurales en Bretagne, du XVI<sup>e</sup> siècle à la Révolution », *Annales de Bretagne*, tome 21, n° 1, 1905, p. 2. L'auteur écrit que la Bretagne est « condamnée par la nature à un faible développement économique ».

16. Plusieurs auteurs soulignent en effet la responsabilité des élites de l'Ouest de la France : SIEGFRIED, André, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, Armand Colin, 1913 ; BOIS, Paul, *Les paysans de l'Ouest, des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, Flammarion, 1971. Pour le cas spécifiquement breton, voir BRÉKILIEN, Yann, *Les paysans bretons au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, rééd. 1993, p. 37.

17. Sur ce point, voir LAGADEC, Yann, « Quelle élite pour le progrès agricole au XIX<sup>e</sup> siècle ? L'exemple des comices agricoles bretons », dans : PITHOU, Frédérique (dir.), *Élites et notables de l'Ouest (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles). Entre conservatisme et modernité*, Actes des journées du Crhisco-Lhamans, Rennes, PUR, 2004, p. 105-120. Le rôle des notables bretons dans la modernisation de l'agriculture est également évoqué dans : BOURRIGAUD, René, *Le développement agricole au XIX<sup>e</sup> siècle en Loire-Atlantique*, Nantes, Centre d'histoire du travail de Nantes, 1994.

18. LAGADEC, Yann, « Les comices bretons au XIX<sup>e</sup> siècle », dans : ANTOINE, Annie et MISCHI, Julian (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, PUR, 2008, p. 140.

généralement, la manière dont leur coopération a évolué au moment où le régime se libéralise. En effet, sous le Second Empire, l'État, s'il souhaite imposer sa politique aux masses, doit d'abord se concilier les notables locaux<sup>19</sup>. C'est en considération de ce contexte bien particulier qu'il faut comprendre les enjeux de notre travail sur l'enquête agricole de 1866 en Bretagne.

Les sources sur lesquelles nous nous sommes appuyé peuvent être classées en trois catégories : d'abord et surtout, les imprimés officiels comprenant les volumes des investigations menées dans les cinq départements bretons, auxquels il faut ajouter le premier tome de la première série, qui renferme les documents législatifs et administratifs ainsi que le questionnaire de l'enquête<sup>20</sup>. Les correspondances entre préfets, présidents d'enquête et ministère de l'Agriculture constituent en deuxième lieu un ensemble de sources indispensables pour comprendre mieux l'organisation et le fonctionnement de l'enquête<sup>21</sup>. Enfin, nous avons également recouru aux journaux, agricoles ou non, avec l'objectif de déterminer l'état de l'opinion et de suivre au plus près l'actualité de l'enquête.

Le fait d'étudier cette enquête à maints égards singulière va enrichir notre compréhension des pratiques d'enquêtes d'une part, notre connaissance de l'agriculture bretonne d'autre part, lors de ce tournant décisif qu'ont été les années 1860. Il conviendra d'en analyser les causes et les aboutissants afin d'en appréhender la nature. C'est pourquoi il faudra revenir sur le rôle joué par les notables bretons. Problème crucial qui pose l'éternelle question de la qualité des données que renferme l'enquête. Il s'agit au final de savoir si l'enquête de 1866 est l'exact reflet de l'agriculture bretonne, ou bien plutôt, le « miroir des notables<sup>22</sup> » ruraux.

## Proclamation et préparation de l'enquête agricole de 1866

À partir des années 1862-1863, le prix de vente des céréales commence à chuter, et il s'effondre en 1864-1865<sup>23</sup>. Cette crise, d'envergure

19. LE YONCOURT, Typhaine, *Le préfet et ses notables en Ille-et-Vilaine au XIX<sup>e</sup> siècle, 1814-1914*, Paris, LGDJ, 2001.

20. Pour les départements bretons : *Enquête agricole. II<sup>e</sup> série, Enquête départementale, 3<sup>e</sup> circonscription, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, et 7<sup>e</sup> circonscription, Vendée, Deux-Sèvres, Loire-Inférieure*, Paris, Impr. Impériale, 1867. Pour les documents administratifs et législatifs : *Enquête agricole. I<sup>re</sup> série. Documents généraux – Décrets, rapports, etc. – Séances de la Commission supérieure*, Paris, Impr. Impériale, tome 1, 1869-1870.

21. Les archives de l'enquête agricole de 1866-1870 sont classées aux Archives nationales, à Pierrefitte-sur-Seine, dans la série F<sup>11</sup> consacrée aux subsistances.

22. Nous réutilisons ici le concept de « miroir de la nation » forgé par Marie-Noëlle BOURGUET, *Déchiffrer la France : la statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1988, p. 71.

23. Dans le département de la Loire-Inférieure, le prix moyen du froment est respectivement de 23,96 F en 1861, 18,58 F en 1863, 16,60 F en 1864 et de 14,10 F en 1865. Il remonte cependant au cours du premier semestre de l'année 1866 à 18,29 F, *Enquête agricole. II<sup>e</sup> série, Enquête départementale. 7<sup>e</sup> circonscription...*, op. cit., p. 558.

européenne, s'explique notamment par les excellentes récoltes survenues en 1863 et en 1864. Cette baisse des prix mécontente fortement l'ensemble de la paysannerie française ; elle est d'autant plus durement ressentie qu'elle porte atteinte aux maigres revenus que les cultivateurs tirent de la vente du blé. Ce mécontentement est rapidement pris au sérieux par le gouvernement impérial car une bonne partie du pays accuse le traité sur le libre-échange, signé en 1860 entre la France et la Grande-Bretagne, d'être le déclencheur de la crise. Il faut bien aussi se dire que l'Empire craint de perdre le soutien électoral des paysans qui, face à la montée des oppositions multiples – légitimiste, républicaine, ouvrière –, détiennent entre leurs mains l'avenir du régime et de la dynastie Bonaparte.

L'État a d'abord tenté de rassurer les populations par l'intermédiaire des préfets. Le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, Louis Armand Béhic, leur envoie ainsi plusieurs circulaires renfermant des recommandations sur la manière dont ils doivent répondre aux accusations lancées contre le traité de commerce. Aussi écrit-il, le 19 juillet 1865 :

« Monsieur le préfet, depuis que je vous ai adressé ma circulaire du 4 janvier dernier sur la question du prix des grains et de la législation des céréales, l'agriculture a continué à se plaindre assez vivement de la situation fâcheuse où la place l'impossibilité de vendre ses grains à des prix suffisamment élevés. Un petit nombre de sociétés agricoles se sont faites les interprètes de ces plaintes [...]. Je vous serai obligé, monsieur le préfet, de vouloir faire ce qui dépendra de vous pour porter les considérations développées dans la présente circulaire à la connaissance des agriculteurs de votre département<sup>24</sup>. »

Mais l'action des préfets n'a eu aucun effet, y compris auprès des notables et des sociétés qui préfèrent rechercher les causes de la crise en organisant leurs propres enquêtes<sup>25</sup>. Ceux-ci réclament simultanément le lancement par l'État d'une « enquête sur les souffrances et les besoins de l'agriculture ». L'appel est relayé par la presse agricole, comme en janvier 1866 où l'agronome Jean-Augustin Barral déclare :

« Nous avions prévu cette situation il y a plus d'un an ; alors nous avions demandé une enquête sur les remèdes à employer pour empêcher les souffrances de devenir extrêmes. Nous avons eu la douleur de ne pas être écoutés, malgré la modération de nos vœux, modération qui nous faisait accuser presque de trahison par des esprits impatientes<sup>26</sup>. »

---

24. Circulaire citée par le *Journal d'agriculture pratique, de jardinage et d'économie domestique*, 1865/7, p. 117-119.

25. Deux enquêtes méritent d'être ici signalées du fait de leur rayonnement à cette époque : l'enquête décidée en 1864-1865 par la Société impériale et centrale d'agriculture, *Annales de l'agriculture française*, 1865/1, p. 345 ; l'enquête lancée en 1865 par l'Institut des congrès des sociétés savantes, *Annuaire de l'institut des provinces et des congrès scientifiques*, 1866, p. 68.

26. BARRAL, Jean-Augustin, « Chronique agricole (première quinzaine de janvier 1866) », *Journal d'agriculture...*, art. cité, 1866/1, p. 58.

Finalement, la persistance de la baisse des prix ainsi que les demandes répétées de la part des agriculteurs font que, l'empereur, par crainte des représailles politiques, accepte officiellement l'idée d'une enquête, dans son discours au corps législatif le 22 janvier 1866<sup>27</sup>.

Les questions de l'utilité et de la nature de la future enquête vont désormais partout exciter les débats, mais c'est au Corps législatif que les joutes verbales entre libre-échangistes et protectionnistes semblent les plus passionnées<sup>28</sup>, à l'image de l'affrontement qui oppose, le 10 mars 1866, Adolphe Thiers et le ministre d'État Eugène Rouher<sup>29</sup>. Il faut dire que les libre-échangistes utilisent le prétexte de la future enquête pour geler toute interpellation sur la question commerciale. « Point de protection, de la liberté au contraire », proclame le baron Charles de Veauce, député bonapartiste, « mais une liberté réelle, appliquée à tout. L'enquête va se faire. Il est sage d'attendre qu'elle soit achevée<sup>30</sup> ». Le 28 mars 1866, un décret vient enfin sanctionner le lancement de l'enquête : il en jette les bases réglementaires et il institue une commission supérieure chargée d'en diriger le fonctionnement.

Cette commission supérieure doit assurer l'autorité de l'État sur l'enquête agricole. Le ministre de l'Agriculture, Béhic, prétend d'ailleurs qu'elle offrira à l'opération toutes les garanties de réussite. Elle est présidée par le ministre de l'Agriculture en personne et se compose de 28 membres nommés par ce dernier, lesquels seront portés à 40, par suite du décret du 5 août 1866. En outre, un bureau constitué de trois fonctionnaires épaula et surveille le travail de la commission. Bien que certains membres cumulent plusieurs fonctions, il est important d'identifier quelles ont été les qualités que le gouvernement a prises en considération au moment de leur nomination. Dans sa première phase, c'est-à-dire entre les mois de mars et août 1866, la commission supérieure comprend 14 parlementaires sur 28 membres<sup>31</sup> ; il s'y trouve également du personnel travaillant au Conseil d'État, au nombre de sept, ainsi que deux autres fonctionnaires. Quatre membres de l'Institut – dont deux sénateurs – en font partie ; enfin huit commissaires appartiennent à une société d'agriculture (parmi lesquels, deux présidents). Après le 5 août, la part des parlementaires augmente sensiblement et ceux-ci représentent désormais 57 % du total des membres de la commission supérieure<sup>32</sup> ; le « groupe » des fonctionnaires passe quant à lui à 14 personnes (membres du bureau et ministre compris), soit 32 %

27. Nous pouvons retrouver le passage du discours faisant référence à l'enquête agricole dans : *La politique impériale exposée par les discours et proclamations de l'empereur Napoléon III, depuis le 10 décembre 1848 jusqu'en février 1868*, Paris, Plon, 1868, p. 450.

28. *Journal des économistes : revue mensuelle de l'économie politique, des questions agricoles, manufacturières et commerciales*, 1866/4, p. 76-105.

29. *Ibid.*, p. 102.

30. *Ibid.*, p. 84-85.

31. Neuf députés au corps législatif et cinq sénateurs.

32. Sur les onze nouveaux parlementaires qui accèdent à la commission supérieure suite au décret du 5 août 1866, neuf sont députés et deux font partie du Sénat.

des commissaires. Peu d'entre eux entretiennent des rapports directs et concrets avec l'agriculture : ils ne sont que 12 sur 44 (21 % du total). Enfin, si le bonapartisme demeure l'unique opinion politique présente au sein de l'assemblée<sup>33</sup>, les sympathisants de la cause libre-échangiste forment une majorité confortable, et cela, malgré la présence de protectionnistes notoires tels que Pouyer-Quertier et Aimé Darblay. C'est donc une commission très largement soumise au pouvoir et finalement peu agricole qui va rédiger le règlement et les questionnaires de l'enquête.

La commission supérieure s'est réunie à deux reprises pour effectuer ses travaux. Le territoire français a été divisé en 28 circonscriptions regroupant chacune deux, trois, voire quatre départements « que leur voisinage, l'analogie des cultures, la condition de la propriété rapprochaient naturellement<sup>34</sup> ». Cela explique la division de l'ancienne province de Bretagne en deux circonscriptions inégales, la troisième – Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord et Ille-et-Vilaine – et la septième, où figure la Loire-Inférieure aux côtés de la Vendée et des Deux-Sèvres. Chaque circonscription a à sa tête un membre de la commission supérieure qui exercera la fonction de président d'enquête; ainsi le conseiller d'État Victor Hippolyte Lavenay sera le président de la troisième circonscription et le vice-président au corps législatif et grand notable Alfred Le Roux dirigera les investigations dans la septième. Les 28 enquêtes « locales » vont se décomposer en deux parties bien distinctes : une *enquête écrite*, qui ne concerne que les notables locaux possédant une parfaite maîtrise de l'écrit, des connaissances poussées en agronomie, en économie et en administration rurales, et une *enquête orale*, où les présidents d'enquête appellent des personnes à venir effectuer une déposition devant une commission départementale siégeant à huis clos. Les questionnaires relatifs à chacune de ces enquêtes ont été rédigés par l'administration du ministère de l'Agriculture<sup>35</sup>. Pour l'enquête écrite, il s'agit d'un questionnaire particulièrement touffu et compliqué de 161 questions réparties en cinq catégories. En revanche pour l'enquête orale, ce sont plusieurs questionnaires spéciaux destinés uniquement aux présidents afin de les aider à guider les interrogatoires<sup>36</sup>. Tous ces travaux préparatoires donnent lieu à la promulgation du décret et au règlement des 5 et 6 août 1866. Avant de s'intéresser au déroulement des enquêtes,

---

33. Un équilibre entre bonapartistes libéraux et conservateurs paraît être toutefois de vigueur. Ajoutons que certains sont davantage des « bonapartistes de raison ».

34. *Enquête agricole. 1<sup>re</sup> série. Documents généraux...*, op. cit., p. 12.

35. Et non par la commission supérieure. En fait la sous-commission chargée à l'origine de leur rédaction n'y a apporté que quelques très légères modifications, *Enquête agricole. 1<sup>re</sup> série. Documents généraux...*, op. cit., tome 1, p. 15.

36. Voici ce que dit le préambule de ces questionnaires : « Le questionnaire général devra donc être spécialisé et simplifié dans beaucoup de cas pour chaque catégorie de déposants, les questions devant être présentées sous une forme différente, selon qu'elles s'adresseront, par exemple, à des propriétaires non exploitants, à des propriétaires exploitants, à des fermiers, à des métayers, ou enfin à des personnes qui ne seraient interrogées que sur des points spéciaux. » Tous ces documents sont seulement consultables aux Arch. nat., F<sup>11</sup> 2733. Questionnaires spéciaux.



il convient de connaître les conditions réelles dans lesquelles elles se sont produites en Bretagne.

## Les conditions de l'enquête agricole en Bretagne

Entre les mois de janvier et septembre 1866, l'enquête s'installe dans l'espace public breton. Ici comme ailleurs, la crise agricole n'a fait qu'amplifier les disputes entre libre-échangistes et protectionnistes. Encore faut-il en mesurer l'intensité en Bretagne : en nous fondant sur l'évolution du prix moyen de l'hectolitre de froment entre 1859 et 1865, nous constatons que la moyenne bretonne se situe en deçà de la moyenne nationale<sup>37</sup>, ce qui signifie que la baisse a assez durement touché cette région. Il n'est donc pas étonnant, comme le fait remarquer le président Lavenay dans la 3<sup>e</sup> circonscription, qu'une fraction de l'opinion cible plus ou moins directement le traité de 1860 :

« La question de la liberté commerciale, appliquée à l'agriculture », écrit-il dans son rapport, « préoccupait quelques esprits ; nous croyons qu'elle ne s'était posée spontanément que chez le petit nombre ; mais, soulevée et agitée par la tribune et par la presse, elle avait éveillé quelques échos<sup>38</sup>. »

Cependant, force est de constater que dans ce domaine les masses paysannes s'alignent généralement sur l'opinion des notables ruraux<sup>39</sup>. Cette influence notabiliaire a néanmoins ses limites, le comportement des couches populaires vis-à-vis de l'enquête le prouve. Au cours de l'année 1866, les prix de vente des céréales remontent partout en France. Ce retournement de la conjoncture va calmer les masses paysannes tout en les désolidarisant des notables hostiles au libre-échange. C'est ce qui explique pour beaucoup leur abstention devant l'enquête agricole orale<sup>40</sup>. Le parti protectionniste s'en retrouve *de facto* affaibli, tandis que le gouvernement et les libre-échangistes

37. La moyenne des prix du froment entre 1859 et 1865 est de 19,79 F pour la France, alors que pour la Bretagne, elle n'atteint que 18,80 F. Cette moyenne varie quelque peu en fonction des départements : pour l'année 1865 par exemple, le prix moyen du froment est de 15,81 F dans le Finistère, de 15,65 F dans le Morbihan, de 15,16 F dans les Côtes-du-Nord et l'Ille-et-Vilaine, de 14,10 F seulement dans la Loire-Inférieure. Les données pour les départements bretons sont tirées de l'*Enquête agricole. II<sup>e</sup> série, Enquête départementale, 3<sup>e</sup> circonscription...*, op. cit., et de l'*Enquête agricole. II<sup>e</sup> série, Enquête départementale, 7<sup>e</sup> circonscription...*, op. cit. Pour le Morbihan, voir p. 49, le Finistère, p. 103, les Côtes-du-Nord, p. 143, l'Ille-et-Vilaine, p. 177 et la Loire-Inférieure, p. 75. Les données concernant la moyenne française restent quant à elles consultables dans les *mercuriales* des années 1859 à 1865.

38. *Enquête agricole. II<sup>e</sup> série, Enquête départementale, 3<sup>e</sup> circonscription...*, op. cit., p. 6.

39. C'est ce que constate encore pour le début de la III<sup>e</sup> république SIEGFRIED, André, *Tableau politique...*, op. cit., p. 179.

40. D'autres facteurs secondaires expliquent cette apathie : l'enquête s'étant déroulée à la fin de l'été et en automne, beaucoup de paysans auraient simplement poursuivi leurs travaux. Il se pourrait aussi qu'une partie d'entre eux ait refusé de se déplacer jusqu'au chef-lieu du département où siégeait la commission d'enquête. Un facteur psychologique semble également crédible : certains cultivateurs, peu habitués à s'exprimer en public, craignirent de se présenter devant un groupe de puissants inconnus. Enfin, il ne faut pas

crient victoire avant même le début de l'investigation. Précisons qu'enfin une bonne partie des notables bretons, membres des associations agricoles, se réjouissent moins bruyamment de cet effacement des masses dont la participation aurait pu fragiliser leur autorité traditionnelle.

Depuis le discours tenu par le ministre de l'Agriculture au concours d'animaux de boucherie de Poissy, le 21 mars 1866, les sociétés et les comices agricoles craignent en effet d'être mis à l'écart d'une enquête qu'ils veulent diriger<sup>41</sup>. Ces associations ne cachent par leur mécontentement à cet égard, bien au contraire, et, à titre d'exemple la Société d'agriculture d'Ille-et-Vilaine écrit dans une lettre adressée au ministre de l'Agriculture, le 5 mai 1866 :

« À la suite d'observations qu'a suscitées le haut intérêt de cette prochaine enquête pour l'agriculture, la Société a émis à l'unanimité le vœu suivant : que les sociétés d'agriculture et les comices agricoles soient appelés à envoyer des délégués pour prendre part aux travaux de l'enquête dans chaque département<sup>42</sup>. »

En Bretagne, la vieille collusion qui existe entre les dirigeants de ces associations et les notables légitimistes fait que ces derniers prennent volontiers la défense des intérêts des premières. Citons par exemple cet article de Paul de La Bigne Villeneuve dans son *Journal de Rennes* du 3 avril 1866 :

« Nous aurions préféré voir l'enquête établie sur d'autres bases. Il fallait admettre les campagnes à exposer leurs doléances, entendre, autant que possible, *tout le monde*; et pour cela, il y avait un moyen bien simple : convoquer, par exemple, les comices agricoles, sans négliger les autres représentants des intérêts en jeu, les propriétaires-cultivateurs<sup>43</sup>. »

Cette frustration est d'autant plus compréhensible que, depuis plusieurs décennies, les associations agricoles sont encouragées moralement et financièrement par l'État, qu'elles forment une véritable élite d'agriculteurs dont les compétences s'avèrent officiellement reconnues. Mais le gouvernement, au travers des préfets, préfère les considérer comme des assemblées de notables à son service.

---

non plus négliger la possibilité que quelques notables locaux, opposés à la politique gouvernementale, aient réussi à en dissuader plusieurs de participer à l'enquête.

41. Le ministre Béhic y a notamment proclamé : « Il ne sera pas seulement fait appel aux hommes éminents de la politique ou de la science les plus familiarisés avec l'étude des grands problèmes économiques et sociaux, l'enquête sera constituée de façon à interroger sans intermédiaire les agriculteurs pratiques les plus modestes comme les plus importants, et à aller chercher au cœur même de l'exploitation, et, pour ainsi dire, derrière la charrue, afin de recueillir d'eux-mêmes, à pied d'œuvre et sur le vif, les renseignements de fait que, plus que personne, ils sont capables de donner », *Journal d'agriculture...*, art. cité, 1866/1, p. 382.

42. *Journal d'agriculture pratique de la Société d'agriculture et d'industrie du département d'Ille-et-Vilaine*, 1866, p. 183. Notons qu'un grand nombre de sociétés d'agriculture françaises expriment le même vœu et que, dans certains cas, leur opposition aux décisions gouvernementales se manifeste plus fermement.

43. *Journal de Rennes*, 3 avril 1866. C'est lui qui souligne.

Les comices agricoles constituent déjà avant l'enquête de 1866, une arme politique aux mains des préfets<sup>44</sup>. Les concours qu'ils organisent sont des événements festifs où le discours officiel touche un maximum de personnes, du grand propriétaire au simple exploitant, du lettré à l'analphabète. Les membres des sociétés, tout comme le préfet, vont ainsi glorifier l'empereur d'avoir accordé l'enquête agricole aux cultivateurs. Notons que le discours d'un notable adressé à la foule permet au préfet de connaître ses opinions sur la crise agricole et sur le commerce des céréales. Aussi les préfets sont-ils capables de composer les commissions départementales chargées de procéder à l'enquête agricole. Ils ont reçu à ce propos deux circulaires de la part du ministre de l'Agriculture<sup>45</sup>, dont l'une contient les instructions suivantes :

« Vous aurez à vous concerter avec lui [le président d'enquête] pour former une commission qui, en outre de l'inspecteur général ou d'un autre fonctionnaire de l'agriculture et du secrétaire général de votre préfecture, comprendra des personnes choisies dans le pays, parmi les plus compétentes, en nombre au moins égal à celui des arrondissements dont votre département est composé. Mais d'après l'avis de la Commission supérieure, que je partage entièrement, ce minimum devra la plupart du temps être dépassé pour que l'élément local ait une place suffisante dans la commission départementale<sup>46</sup>. »

Les préfets doivent dès lors soumettre au ministre une liste détaillée des notables qu'ils souhaitent intégrer à la commission. Comme prévu, ils font particulièrement attention à former des assemblées où les libre-échangistes sont majoritaires ; c'est ce que montre la lettre du 27 août 1866 écrite par le préfet d'Ille-et-Vilaine :

« Bien que MM. du Dezerseul et de Lorgeril puissent ne pas être favorables aux mesures économiques du gouvernement il m'a semblé opportun de les inscrire au nombre des candidats afin que les divers intérêts soient représentés au sein de la commission départementale et que cette assemblée puisse être considérée comme impartialement composée. Cette mesure ne présenterait, du reste, aucun inconvénient puisque le gouvernement peut compter sans réserve, sur l'opinion des douze autres membres de la commission et que, par suite, la majorité lui est acquise dans tous les cas<sup>47</sup>. »

44. Sur cette question, voir LAGADEC, Yann, « Le préfet aux champs : comices et politique dans le monde rural (Ille-et-Vilaine, 1858-1861) », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 2005, p. 301-314.

45. Les deux circulaires datent du 9 août 1866. L'une sera diffusée puis imprimée dans le premier tome de la première série de l'enquête ; l'autre demeurera strictement confidentielle puisqu'elle contient des consignes à caractère politique. Lors de nos recherches menées aux archives dans le cadre de notre mémoire, son contenu nous était inconnu, puisque nous n'en avions trouvé aucun exemplaire dans les dossiers relatifs aux préfets bretons. C'est pourquoi que notre mémoire ne contient aucune reproduction ou donnée de cette circulaire. En revanche, suite à de nouvelles recherches pour notre thèse, nous avons eu connaissance de la copie (unique) adressée au préfet de l'Allier (voir Arch. nat., F<sup>11</sup> 2723. Enquêtes locales – Neuvième circonscription).

46. *Enquête agricole. 1<sup>re</sup> série. Documents généraux...*, op. cit., tome 1, p. 39-40.

47. Arch. nat., F<sup>11</sup> 2723. Enquêtes locales – Troisième circonscription – Lettre du préfet d'Ille-et-Vilaine au ministre de l'Agriculture, le 27 août 1866.

D'autres critères régissent le choix des préfets, tels que les compétences – pratiques et théoriques – des notables en matière d'agriculture, leur notoriété et leurs opinions politiques. Les préfets bretons se montrent généralement assez tolérants sur ce dernier point en intégrant plusieurs légitimistes dans une même commission : celle du Morbihan en comprend ainsi trois sur un total de huit membres. Il ne s'agit toutefois pas là d'un choix stratégique mais d'une « obligation » en raison de l'importance de ces notables. Il est cependant hors de question d'offrir de la visibilité à un adversaire du régime qui songe à se présenter aux prochaines élections. Au final, les commissions départementales bretonnes se composent très majoritairement de grands propriétaires et d'agriculteurs distingués. Les membres des sociétés et comices agricoles sont également bien représentés en particulier dans les commissions des Côtes-du-Nord et du Finistère où ils comptent pour les trois quarts des commissaires<sup>48</sup>. Beaucoup occupent enfin les fonctions de conseillers généraux et/ou de maires.

Comment ces commissions ont-elles fonctionné ? Il faut déjà distinguer les assemblées de la 3<sup>e</sup> circonscription, présidées par le conseiller d'État Lavenay, de la commission de Loire-Inférieure dirigée par le notable vendéen Le Roux. La principale différence entre elles réside dans la présence ou non des commissaires aux séances : alors que dans la Loire-Inférieure, il n'y a jamais de membres absents, les autres commissions sont parfois loin d'être réunies au complet. C'est le cas de celle d'Ille-et-Vilaine lors de sa séance du 22 octobre 1866, où sur les 14 commissaires notables que compte normalement cette assemblée, trois seulement font acte de présence (tandis que les quatre personnes représentant l'administration sont au contraire très assidues). Ces absences, parfois à répétition, peuvent perturber le déroulement des séances ainsi que les travaux de la commission. Nous pouvons supposer qu'elles ont contribué à renforcer le « caractère administratif<sup>49</sup> » de l'enquête. Cependant malgré cette tendance, les « triumvirats<sup>50</sup> » qui se trouvent à la tête des commissions départementales les dirigent plus qu'ils ne les commandent. Ils encadrent davantage l'enquête, la surveillent et veillent au bon respect du règlement, tandis que les notables locaux sont chargés d'évaluer la qualité des renseignements collectés.

---

48. Ils occupent pour la plupart d'entre eux les fonctions de président ou de vice-président. Ajoutons que seule la commission de la Loire-Inférieure ne comprend aucun membre d'une société ou d'un comice.

49. La supposée prééminence de l'administration dans le fonctionnement global de l'enquête a été dénoncée à de nombreuses reprises par les notables légitimistes. Voir, par exemple, ce qu'en dit encore l'avocat Barthélémy Jean-Pierre Pocquet, le 17 août 1866, dans le *Journal de Rennes*.

50. Ce terme est utilisé par nous. Le triumvirat d'une commission départementale se compose des personnalités suivantes : le président d'enquête, un inspecteur général de l'agriculture (ou un notable de confiance délégué par le ministère de l'Agriculture) et le secrétaire de préfecture du département où fonctionne l'enquête. Chaque commission possède en outre un secrétaire-rédacteur, le plus souvent auditeur au Conseil d'État.

## L'heure de l'enquête en Bretagne

L'enquête écrite démarre en Bretagne au moment où les préfets envoient les questionnaires généraux aux associations agricoles, aux conseillers généraux et d'arrondissement ainsi qu'aux personnes jugées compétentes. Mais comme les 161 questions ont été retranscrites dans tous les journaux de presse, n'importe qui peut en réalité envoyer ses réponses au président d'enquête. Les règles de participation ont toutefois varié en fonction des déposants. Par exemple en ce qui concerne les associations agricoles, « la déposition écrite de chaque chambre, société ou comice, devra être collective, et elle sera ainsi le résumé des opinions de ses divers membres et l'expression de l'avis de la majorité<sup>51</sup> ». Pourtant, force est de constater que, dans les faits, la participation revêt diverses formes : beaucoup, comme les comices de Saint-Malo et de Guingamp, ne se sont réunis qu'en petits comités pour répondre au questionnaire ; dans certaines associations seuls les présidents participent. Le taux de participation des comices agricoles à l'enquête écrite varie selon les départements<sup>52</sup>. La part des associations agricoles dans le total des réponses à l'enquête écrite est très importante dans le Morbihan, les Côtes-du-Nord et, dans une moindre mesure le Finistère, mais elle reste limitée dans l'Ille-et-Vilaine et plus encore dans la Loire-Inférieure<sup>53</sup>.

D'autres catégories de déposants méritent cependant d'être évoquées : sur les 416 cahiers<sup>54</sup> envoyés aux présidents d'enquête, 52 et 38 proviennent respectivement des conseillers d'arrondissement et généraux, 52 ont pour auteurs des maires et 21 renferment les réponses de juges de paix ainsi

---

51. *Enquête agricole. 1<sup>re</sup> série. Documents généraux...*, op. cit., tome 1, p. 37. Cette contrainte est avant tout technique, puisqu'il s'agit d'éviter un afflux trop considérable de réponses. La précaution paraît vitale en Bretagne où, rien que dans les Côtes-du-Nord, l'ensemble des adhérents des comices agricoles atteint 3202 personnes en 1866, *Annuaire des Côtes-du-Nord*, 1866, p. 261-267.

52. Dans le Morbihan, 17 sur 26 comices renvoient une réponse au président de la commission départementale, soit un taux d'abstention de 35 % ; dans le Finistère, ils sont 21 sur 27, soit seulement 22 % d'abstention ; dans les Côtes-du-Nord, 28 comices sur 42 ont répondu soit 33 % d'abstention ; dans l'Ille-et-Vilaine seuls 18 sur 43 comices, ce qui constitue un taux très élevé d'abstention de 58 %. Au final, 84 comices agricoles sur les 138 existants dans la 3<sup>e</sup> circonscription ont bien voulu participer à l'enquête écrite (avec un taux d'abstention de 39 %). Nous remarquons en outre une plus forte mobilisation dans la Basse que dans la Haute Bretagne. Concernant la Loire-Inférieure, la comparaison avec les autres départements est plus délicate en raison du faible nombre de comices cantonaux et de l'existence des comices d'arrondissement qui sont inconnus dans le reste de la Bretagne.

53. Nous entendons ici cette fois par associations agricoles, les comices et les sociétés d'agriculture. Les résultats sont les suivants : dans le Morbihan, 44 % des réponses ; dans les Côtes-du-Nord, 35 % ; dans le Finistère, 31 %. Dans l'Ille-et-Vilaine, leur part atteint 23 %, et dans la Loire-Inférieure, 16 %.

54. Ils se répartissent de la façon suivante : 108 pour l'Ille-et-Vilaine, 96 pour le Finistère, 86 pour les Côtes-du-Nord, 77 pour la Loire-Inférieure et 50 pour le Morbihan. Notons à ce propos que la participation des départements bretons à l'enquête écrite est très bonne en comparaison d'autres régions.

que de notaires<sup>55</sup>. Par ailleurs, les cahiers des déposants uniquement qualifiés de propriétaires et/ou d'agriculteurs ne sont que 22. Cela signifie que l'enquête écrite se base très majoritairement sur le système institutionnel de l'époque, auquel il convient encore d'ajouter les 17 cahiers transmis par des membres de l'administration. C'est aussi, sans surprise, une opération strictement notabiliaire puisqu'aucun fermier, métayer, petit propriétaire exploitant ou ouvrier agricole n'y a pris part.

L'enquête orale a apporté plus de travail et de tracasseries au gouvernement. Comme l'explique le ministre de l'Agriculture, elle vise un but différent de celui de l'enquête écrite :

« Elle doit porter exclusivement sur des faits, et sur des faits particuliers, précis, se rapportant à une situation bien déterminée. Elle doit servir ainsi de moyen de discussion et de contrôle des assertions qui seront produites dans l'enquête écrite, et il importera de ne pas laisser les déposants s'égarer sur le terrain de la théorie<sup>56</sup>. »

Les commissions départementales espèrent entendre toutes les catégories de la paysannerie afin de découvrir la pure « vérité », mais, nous l'avons déjà dit, la remontée des prix des céréales éloigne de l'enquête orale la classe inférieure de la paysannerie. Dès lors, l'objectif du pouvoir, qui consiste à s'adresser directement à elle, échoue en Bretagne. Cette abstention des masses frappe le président Lavenay, qui écrit son étonnement pour le Morbihan : « Les plus riches sont ceux qui sont les plus mécontents ; les moins riches ou les plus pauvres ne se plaignent pas ou au moins n'accusent pas<sup>57</sup>. » En effet, non seulement le nombre de demandes spontanées pour déposer devant les commissions reste très faible mais, en plus, il s'agit uniquement de notables et de négociants. Ceux-ci se comptent au nombre de trois dans le Finistère, de quatre dans le Morbihan et dans l'Ille-et-Vilaine, de huit dans la Loire-Inférieure et de 23 dans les Côtes-du-Nord. Les présidents d'enquête, de concert avec les préfets, ont dans ces conditions dû convoquer des personnes supplémentaires : 43 dans le Morbihan (pour 19 venues), 35 dans le Finistère (pour 22 venues), 25 dans les Côtes-du-Nord (pour 9 venues), 87 dans l'Ille-et-Vilaine (pour 33 venues). Personne n'a été convoqué dans la Loire-Inférieure, essentiellement parce que le président d'enquête était un notable. Parmi ces personnes, les propriétaires et les agriculteurs, les juges de paix et les notaires occupent une place prépondérante ; il faut leur ajouter quelques gros fermiers et une poignée de moyens propriétaires exploitants. Ces deux dernières catégories se sont néanmoins surtout manifestées dans les deux premiers départements où s'est déroulée l'enquête, c'est-à-dire dans le Morbihan et le Finistère, au moment où le cours des grains n'est pas encore très élevé. Leur part décroît ensuite

---

55. Certains d'entre eux sont néanmoins comptés plusieurs fois en raison des cumuls de fonctions.

56. *Enquête agricole. 1<sup>re</sup> série. Documents généraux...*, op. cit., tome 1, p. 45-46.

57. Arch. nat., F<sup>11</sup> 2723. Enquêtes locales – Troisième circonscription – Lettre du président d'enquête au directeur de l'agriculture, le 22 septembre 1866.

pour quasiment disparaître dans les trois autres départements, alors que, parallèlement, celle des notables augmente de façon considérable. Cette « notabilisation » de l'enquête orale a évidemment des conséquences sur le contenu des dépositions : beaucoup d'entre elles encensent désormais les progrès effectués depuis une trentaine d'années et reviennent longuement sur les questions déjà abordées lors de l'enquête écrite, telles que les « fléaux du temps » que constituent l'émigration rurale, l'élévation des salaires des ouvriers agricoles, le développement des villes, etc. Les critiques sur le libre-échange résultent aussi davantage de leurs propres opinions politiques plutôt que de leurs activités professionnelles. Cette prépondérance des notables se trouve en apparence atténuée par les dépositions de quelques petits fermiers d'Ille-et-Vilaine, à Louvigné-du-Désert, effectuées sous la présidence et dans la demeure de leur bailleur, le sénateur et comte Lariboisière.

Une fois l'enquête terminée, ses résultats ont été analysés et harmonisés par les présidents, les commissaires départementaux et des employés de préfecture. Chaque commission formule ensuite ses vœux après avoir étudié ceux des déposants. Les vœux retenus par les commissions départementales traversent ainsi plusieurs filtres avant d'être définitivement retenus par les autorités gouvernementales. Les cinq commissions d'enquête bretonnes se prononcent en faveur de la liberté commerciale. Les présidents ont dû également rédiger un rapport sur chaque département de leur circonscription, rapport dont la forme varie suivant le statut du président : tandis que le fonctionnaire parisien Lavenay n'hésite pas à réinterpréter certains points, le notable vendéen Le Roux se contente d'une simple synthèse des informations collectées. Ce sont les premiers documents imprimés et diffusés en province. Mais la publication de cette enquête demeure très limitée comme le montre ce commentaire de l'agronome Jean-Louis Bahier, déposant à l'enquête orale dans les Côtes-du-Nord : « L'enquête des Côtes-du-Nord contient sur notre agriculture locale, et sur l'état de la propriété rurale dans notre pays, des documents d'une haute importance qui pourront bien n'être pas connus de ceux qu'ils intéressent le plus, s'ils restent enfouis dans cet énorme in-folio de 800 pages, qui ne sera lu que par des hommes spéciaux<sup>58</sup>. » Ainsi s'achève l'enquête agricole en Bretagne ; quelle « vérité » laisse-t-elle ? Quel tableau de l'agriculture bretonne les enquêteurs peignent-ils alors ?

---

58. *Annuaire des Côtes-du-Nord*, 1869, p. 71. Il faut rappeler les enjeux existants autour de la diffusion des résultats d'enquêtes au XIX<sup>e</sup> siècle. Voir sur cette question, DESROSIÈRES, Alain, *La politique des grands nombres...*, *op. cit.*, p. 104.



## Tableau de l'agriculture bretonne à la fin du Second Empire

Les sources, sur lesquelles nous nous appuyons afin de dresser ce tableau, proviennent toutes des documents imprimés de l'enquête de 1866. De plus, la présentation particulière des résultats de l'enquête écrite dans la 3<sup>e</sup> circonscription permet de réaliser un nombre assez important de cartes<sup>59</sup>.

Dans un premier temps, nous nous sommes attaché à l'étude des conditions générales de la production agricole, à savoir le cadre foncier et le cadre financier de l'exploitation. Étant donné l'importance encore considérable du premier, le morcellement des propriétés est, sans surprise, un objet de dissension parmi les déposants. Ils affirment qu'il détruit la moyenne et la grande culture et certains lui attribuent aussi l'augmentation de la valeur vénale de la terre. Néanmoins, les principales causes de l'élévation des prix sont, d'après les déposants bretons, l'amélioration des voies de communication et des cultures, la dépréciation monétaire et l'enrichissement global des cultivateurs. Si l'analyse de l'état du morcellement est un exercice risqué à partir de cette enquête<sup>60</sup>, les prix de vente et de location de la terre, fournis par les notables, permettent de se faire une idée assez précise du marché foncier breton (cf. figures n° 1 et 2). Le morcellement entraîne enfin l'accroissement du nombre des propriétaires et, en conséquence, du recours au faire-valoir direct. Les notables donnent beaucoup d'informations sur les modes d'exploitation : ils confirment la diffusion du fermage, particulièrement au détriment du bail à domaine congéable en Basse Bretagne, ce dont ils se réjouissent, mais ils réclament l'allongement des baux. Le sentiment général est que le cadre foncier se dégrade malgré l'essor de la production et que ceci constitue un frein sévère aux entreprises de modernisation.

L'enquête montre, par ailleurs, que les aspects financiers prennent une importance croissante dans le fonctionnement des exploitations agricoles. Ceci résulte de l'extension du marché, de l'augmentation de la consommation urbaine et de la fiscalité gouvernementale, du désir des travailleurs et des propriétaires d'être payés en argent. Ce cadre financier s'instaure dès l'acquisition de la ferme puisque le cultivateur doit acheter l'outillage, le bétail et le mobilier nécessaires. C'est pourquoi les enquêteurs cherchent à déterminer la valeur du capital d'exploitation ainsi que le fonds de roulement. Les notables bretons répondent le plus souvent à ces questions par

---

59. Sur les raisons de cette présentation propre à cette circonscription, voir les débats de la commission supérieure, *Enquête agricole. 1<sup>re</sup> série. Documents généraux...*, *op. cit.*, tome 1, p. 68. Les 52 cartes, qui ont été rassemblées dans un fascicule annexe à notre mémoire, complètent ce tableau de l'agriculture bretonne.

60. Ce risque est dû à la confusion qui existe chez les notables entre les termes « propriété » et « exploitation ». Dans la Loire-Inférieure, le président d'enquête explique que « le mot *propriété* a été entendu comme synonyme du mot *exploitation* », *Enquête départementale. 7<sup>e</sup> circonscription...*, *op. cit.*, p. 62. Au contraire dans la 3<sup>e</sup> circonscription, Lavenay n'effectue aucune mise au point à ce sujet et les déposants ont répondu selon leurs propres définitions.



des estimations très importantes mais, en réalité, les paysans sont loin de posséder les sommes nécessaires. L'épargne ne suffisant pas, ils s'endettent en empruntant sur hypothèque. Selon les appréciations contenues dans les dépositions, la situation hypothécaire s'est aggravée depuis quinze ans pour les petits exploitants et surtout pour les non-exploitants (cf. figure n° 3 ). Il en résulte une aliénation, par le crédit et par l'expropriation, des terres cultivables.

Nous avons analysé en deuxième lieu l'état que l'enquête donne de la production agricole. Le tableau esquissé par les notables est très mani-chéen. Comme il s'agit pour l'essentiel d'agriculteurs partisans de la modernisation, ils ont tendance à présenter une production bretonne à deux vitesses : l'une archaïque basée sur la routine, l'ignorance et l'indigence d'une part, l'autre moderne et génératrice de richesses d'autre part. Tandis que la première reste conspuée en permanence, la seconde est mise sur un piédestal<sup>61</sup>. Toutefois en y regardant de plus près, l'hétérogénéité des réponses tend à relativiser cet affrontement binaire entre une élite de cultivateurs éclairés et une paysannerie obscurantiste. La multitude des exploitations agricoles et les différentes traditions locales génèrent bien au contraire une pluralité de paysanneries modernisées à des degrés variables, chez lesquelles l'assimilation des nouvelles doctrines agronomiques s'effectue suivant des procédés originaux. Cette « mauvaise » assimilation de la modernité apparaît dans l'enquête sous diverses formes : l'introduction des nouvelles cultures fourragères engendre des assolements irréguliers, les terres récemment défrichées sont majoritairement ensemencées en céréales, les parcelles restent fertilisées avec un mauvais fumier, des engrais chimiques falsifiés sont utilisés, les « céréales pauvres », malgré l'extension du froment, bénéficient encore de surfaces considérables, le croisement et l'engraissement des bestiaux sont mal appliqués, etc. Cette tendance agace fortement les notables bretons qui en cherchent la cause dans le manque d'instruction des paysans. Le pouvoir et ses serviteurs abhorrent également cet « archaïsme éclairé » qui serait à l'origine de la crise, c'est-à-dire de la surproduction céréalière en Bretagne : à titre d'exemple, le président Lavenay écrit dans son rapport pour le Morbihan que « [1]a plupart des vieilles terres manquent de l'engrais qui leur serait nécessaire; ce n'est donc pas le cas de pousser trop énergiquement aux défrichements, tant qu'une surabondance d'engrais ne permettra pas de les rendre productifs [...]. Les défrichements des landes avec son but actuel, la création de terres à céréales, ne peut venir qu'en son temps<sup>62</sup> ». Le gouvernement au contraire encourage les paysans à produire davantage de viande pour la consommation croissante des villes; en d'autres termes, il faut qu'ils adaptent la production au marché.

61. Ce comportement se retrouve également chez les présidents d'enquête, en particulier chez le haut fonctionnaire Lavenay.

62. *Enquête agricole. II<sup>e</sup> série, Enquête départementale, 3<sup>e</sup> circonscription...*, op. cit., p. 28. Selon nous, Lavenay s'adresse d'abord aux notables bretons qui, pour la plupart d'entre eux dans leurs réponses, encouragent fortement les défrichements.

L'enquête de 1866 renferme pléthore de données<sup>63</sup> sur le niveau d'intégration de l'économie agricole bretonne aux différents états du marché. Nous constatons d'abord que grâce aux routes impériales et à la ligne de chemin de fer Paris-Brest, la Bretagne est correctement reliée « à l'extérieur » : la France des grands centres et l'étranger. En revanche, l'intérieur de la région, du fait de la qualité parfois déplorable des chemins vicinaux et ruraux, demeure mal raccordé. Le rail ne traverse pas tous les cantons, loin s'en faut, ce qui exaspère les notables (cf. figure n° 4). Le transit des marchandises s'effectue majoritairement encore par voie de terre, ce qui favorise les cultivateurs proches des villes, des gros bourgs, des gares et des ports. Paris reste le débouché agricole par excellence : la capitale « avale » de nombreux produits bretons tels que le beurre, les légumes, les pommes de terre, les volailles, etc. Quant aux surplus de céréales, ils sont expédiés dans toute la France ainsi qu'en Angleterre<sup>64</sup>. À l'inverse, l'enquête montre que la Bretagne importe peu. Tout cela prouve qu'une large tranche de sa paysannerie vit encore de la polyculture-élevage. C'est ce qui explique également l'absence chez les exploitants de comptabilités sérieuses. Les notables pensent qu'en tenant des livres de comptes, les paysans seraient capables de comprendre de leur propre chef les possibilités d'enrichissement qui s'offrent désormais à eux. Aussi les agriculteurs modèles veulent leur prouver qu'en épousant le marché et en acceptant les caprices, ils s'élèveront socialement.

### Les notables bretons face à la modernité

Les enquêtes écrite et orale ayant été très largement produites à partir des dépositions de notables ruraux, il nous a donc paru tout à fait naturel d'analyser le plus finement possible les doléances qu'elles contiennent. Leurs réflexions, tantôt individuelles tantôt collectives, sont venues s'inscrire de façon définitive sur un document qui a été plus ou moins diffusé<sup>65</sup>, faisant ainsi de l'enquête un « miroir » sur lequel se confrontent

---

63. Il s'agit toutefois essentiellement de données à caractère qualitatif. Les statistiques, notamment en ce qui concerne les volumes, les prix et les frais de production des denrées commercialisées, sont peu fiables et hétérogènes. C'est particulièrement vrai pour la vente du bétail pour laquelle les déposants se révèlent incapables de fournir des montants précis. La viticulture pâtit aussi de l'absence de mercuriales officielles, mais ceci pose moins problème dans l'enquête, du fait que la question viticole concerne uniquement une partie de la Loire-Inférieure.

64. Bien qu'il s'agisse d'un point important du débat entre libre-échangistes et protectionnistes, nous avons été frappé de voir que l'enquête comporte de sérieuses lacunes sur les quantités de blés exportées par la Bretagne dans les ports britanniques. En effet, elle ne nous renseigne que partiellement sur les exportations effectuées dans les départements du Morbihan et de la Loire-Inférieure. Il en va d'ailleurs de même pour les quantités importées. L'explication que nous proposons de ce fait est la suivante : étant donné que la controverse sur la liberté commerciale provient en partie de la fragilité des statistiques officielles sur les quantités de blés échangées, les libre-échangistes autant que les protectionnistes éviteraient le plus possible d'y recourir dans l'enquête.

65. Outre la publication des volumes officiels de l'enquête, de nombreux notables ont pris l'initiative de faire publier leur déposition dans la presse ou dans des brochures

leurs pensées et leurs opinions. C'est à partir de ces déclarations que nous avons tenté de dresser le portrait mental des notables bretons à la fin du Second Empire<sup>66</sup>. Face à la modernité, qui constitue l'horizon du progrès, les notables sont en quelque sorte soumis à deux conjonctures qui les dépassent et qui les contraignent à réactualiser leur statut : comment effectivement concilier l'archaïsme social de leur position traditionnelle avec la modernité économique nécessaire à l'agriculture ? De quelle nature doivent être leurs rapports avec l'État de plus en plus puissant ? Bien qu'elles soient complémentaires, ces deux questions peuvent être traitées séparément.

En ce qui concerne la première, la terre constitue le fondement du pouvoir des notables ruraux. La personne du notable, c'est un propriétaire dont l'influence et le prestige s'étendent sur un territoire et une population donnés. Le notable qui ne possède plus de terre, parce qu'il l'a vendue pour investir dans le mobilier, ne peut plus être considéré comme tel. Cependant, au cours des années 1860, la simple possession d'une propriété ne suffit plus à assurer à son détenteur la richesse et le pouvoir politique. La financiarisation de l'économie nationale bouleverse le vieil état des choses, en renforçant l'empire de l'argent au détriment de celui de la terre<sup>67</sup>. Les nouvelles élites capitalistes, qui font peu à peu leur apparition dans les secteurs de l'industrie, du négoce et des banques, remettent franchement en question l'ordre social construit par les notables. Ceux-ci sont dès lors contraints de s'adapter à cette concurrence en augmentant le plus possible les revenus qu'ils tirent de leurs domaines. La modernisation de la production agricole constitue la meilleure façon d'y parvenir. Il est néanmoins trop vite apparu aux notables-agriculteurs que cette modernisation se répercute d'autant plus sur les réalités sociales qu'elle s'en nourrit. L'enquête est à ce sujet pleine de doutes mais aussi d'idées pour y remédier. Par exemple, les notables bretons glorifient le métayage puisque dans l'idéal, il associe le propriétaire et le locataire en favorisant le progrès. De la même manière, d'aucuns réclament l'instauration du livret ouvrier dans l'objectif de privilégier le fonctionnement de l'exploitation aux dépens des libertés individuelles des travailleurs. Afin de conjurer l'émigration rurale, véritable « désertion » de la terre par les ouvriers selon les notables, ils misent tout

---

autonomes. Parmi eux, nous pouvons citer l'ancien maire de Rennes, Ange de Léon, dont les réponses à l'enquête ont été diffusées dans la presse départementale d'Ille-et-Vilaine ainsi que dans les bulletins de plusieurs associations agricoles non bretonnes, tels que la Société d'agriculture du département de la Loire, *Annales de la société impériale d'agriculture, d'industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire*, 1866, p. 320.

66. Dans son étude sur les notables, André Jean TUDESQ a bien montré toute l'importance du recours à la psychologie, à la philosophie et à la sociologie, (TUDESQ, André Jean, *Les grands notables en France [1840-1849]. Étude historique d'une psychologie sociale*, Paris, PUF, 1964). Ajoutons que nous nous sommes fondé uniquement sur les sources imprimées de l'enquête agricole, sauf lorsqu'il a été question de recontextualiser un courant d'opinions précis.

67. Le phénomène est du reste confirmé dans PLESSIS, Alain, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, tome 9 : *De la fête impériale au mur des fédérés, 1852-1871*, Paris, Seuil, 1973, p. 98-99. Le prestige que confère la propriété foncière à son détenteur reste, par contre, inentamé.

sur leur moralisation : instruction, lutte contre l'alcoolisme et accession à la propriété. Parallèlement, ils mènent une sorte de croisade contre les villes, centres d'oisiveté et de corruption, en leur opposant les campagnes pures et laborieuses. Les notables bretons suggèrent enfin diverses solutions pour supprimer les obstacles qui empêchent qu'une terre agricole puisse être modernisée : réforme de la législation sur les successions ainsi que sur les échanges des immeubles ruraux de façon à éviter le morcellement des propriétés, partage des biens communaux et cadastration immédiate des terres qui ne le sont pas encore, création d'un Crédit Agricole dont les succursales seraient administrées par les grands propriétaires locaux etc. Le concours de l'État paraît dans ces conditions obligatoire, c'est pourquoi ces derniers s'efforcent d'en définir le caractère.

Nous constatons qu'aux yeux des notables bretons, le rôle de l'État est celui d'un « chirurgien du corps social ». Il doit effectivement s'appliquer à en soigner les parties malades sans endommager celles qui fonctionnent correctement. Encore faut-il identifier les zones souffrantes, c'est tout l'objet de l'enquête agricole de 1866<sup>68</sup>. Cependant lorsqu'il se positionne vis-à-vis de l'État, l'enquête montre que le notable prend aussitôt en compte ses intérêts particuliers : en tant que personnalité publique, il cherche par pur instinct de conservation à préserver sa domination traditionnelle sur les masses ; comme agriculteur à part entière il exige de l'État qu'il améliore les voies de communication, subventionne les comices agricoles, réprime la falsification des engrais, répande l'instruction primaire et agricole etc. Les notables bretons se comportent ici en patients interrogés en indiquant leurs souffrances personnelles. Celles-ci toutefois ne touchent pas l'ensemble de la société, bien que certains déposants tentent de prouver le contraire en les projetant dans l'agriculture, à l'instar de l'ancien député mayennais Émile Jamet :

« Il faudrait faire entrer dans l'esprit français que l'agriculture est la base de toute richesse [...]. Chaque année, j'entends répéter le même refrain dans les concours agricoles : *l'agriculture est la première de toutes les industries*. On devrait plutôt dire ; l'agriculture est la base de tout : sans elle, les autres industries ne seraient rien<sup>69</sup> » !

Toute une vision organiciste fait de l'agriculture le cœur de la société, c'est-à-dire qu'elle ne doit surtout pas être lésée au profit d'autres intérêts. Cela explique l'hostilité des notables bretons aux charges fiscales, au recrutement militaire et aux « travaux d'embellissement » des villes, tous ces « parasites » qui drainent les forces vives des campagnes. L'État agissant mal dans ces conditions puisque il assure ce transfert de la richesse, plusieurs notables préconisent aux agriculteurs de s'organiser institutionnelle-

---

68. Les contemporains font très souvent usage du langage médical pour parler des « souffrances de l'agriculture » et de l'enquête qui permettra de trouver les « remèdes adéquats » pour les soigner.

69. *Enquête agricole. II<sup>e</sup> série, Enquête départementale, 3<sup>e</sup> circonscription...*, op. cit., p. 668. C'est lui qui souligne.

ment afin de défendre les droits de leur profession (personne ne demande en revanche la création d'un ministère de l'Agriculture autonome). Ils pourraient ainsi influencer sur la politique menée par l'État, voire plus ou moins le contrôler, de façon à ce qu'il intervienne avec plus d'efficacité dans le registre qui demeure le sien : celui de guide du progrès.

•

Dès avant la fin des opérations de l'enquête agricole en Bretagne, certains déposants expriment déjà aux commissions départementales leur scepticisme à propos de ses retombées : « La présente enquête, qui donnera lieu indubitablement à l'exposé de beaucoup de systèmes et d'encore plus de tristes doléances, ne remédiera vraisemblablement pas, tout le monde en manifeste la crainte, aux justes réclamations de nos populations des campagnes<sup>70</sup>. » Ce sentiment tranche nettement avec les manifestations de joie et d'espérance naïves auxquelles le lancement de l'enquête avait donné lieu moins d'une année auparavant. Nous l'avons vu, en Bretagne les causes de ce renversement sont principalement liées à la remontée des prix des céréales, à l'organisation et au fonctionnement, à la non-participation des classes populaires ainsi qu'à la notabilisation de l'enquête. Il en résulte qu'au final celle-ci, qui à l'origine était destinée à renseigner sur l'économie agricole, est devenue l'affaire d'un groupe socio-économique en particulier.

Nous constatons en effet que l'influence des notables ruraux dans l'enquête en Bretagne est *in fine* incontestable. Le tableau final de l'agriculture bretonne, s'il reste moralisateur et parfois ambigu, n'en demeure pas moins réaliste. D'autre part, leurs témoignages font aussi partie intégrante de cette toile. L'enquête peut donc aisément servir de source primaire aux historiens ruralistes. Nous remarquons également que sa réalisation permet aux notables de faire une sorte de récapitulatif des progrès à effectuer. L'enquête les conforte alors dans leur rôle de modernisateurs, consolidant du même coup leur prétention à dominer les masses. L'État impérial, en organisant une si vaste opération, a évidemment flatté leur ego : les volumes imprimés qui renferment leurs réclamations et leurs commentaires garderont pour longtemps la trace de la crise identitaire qui frappe les campagnes à cette époque. En cela, l'enquête agricole de 1866 en Bretagne est bien le « miroir des notables ». Il faudrait toutefois voir si la notabilisation de l'enquête reste une exception bretonne, ou bien s'il s'agit là d'un processus général inhérent à l'enquête. Une étude comparative entre les différentes régions françaises permettrait de le découvrir.

---

70. *Enquête agricole. 1<sup>re</sup> série, Enquête départementale, 3<sup>e</sup> circonscription...*, op. cit., p. 258. Le notable cité ici s'adresse à la commission du Morbihan. Précisons que c'est un protectionniste ardent ; toutefois d'autres notables qui ne le sont pas effectuent des déclarations du même genre.

## RÉSUMÉ

Face à la chute du prix des céréales et au mécontentement paysan qui en résulte, Napoléon III décide, le 22 janvier 1866, d'organiser une vaste enquête agricole afin de satisfaire l'opinion publique. Nous avons décidé d'étudier le déroulement de cette enquête au sein de la Bretagne dite historique, divisée pour l'occasion en deux circonscriptions. Pour mener à bien cette entreprise, les préfets ont formé des commissions départementales constituées de notables locaux, dirigées soit par des hauts fonctionnaires, soit par de grands notables fidèles au régime impérial. Néanmoins, si cette organisation administrative s'applique uniformément à toute la France, le cas breton présente deux caractères bien spécifiques. Tout d'abord il existe depuis plusieurs décennies en Bretagne un intense réseau d'associations agricoles, créées et dirigées par les notables ruraux. Ces structures, très bien implantées à l'échelle cantonale, comprennent parfois plusieurs centaines d'adhérents. D'autre part les notables bretons exercent une autorité non négligeable sur les masses paysannes. L'État ne peut pas se passer de leur service : ils sont donc, en raison de leurs connaissances agricoles, les intermédiaires indispensables pour la réussite de l'enquête. Il s'agit pour le coup d'en analyser les résultats en Bretagne afin d'appréhender les effets de la coopération entre les notables et l'administration.

## ABSTRACT

*Faced with the fall in the price of cereals and the resulting peasant discontent, Napoleon III decided on 22 January 1866 to organise an extensive agricultural survey in order to satisfy public opinion. We decided to study the progress of this inquiry within the historical borders of Brittany, divided for the occasion into two districts. To carry out this undertaking, the prefects formed departmental commissions made up of local notables, headed either by high-ranking officials or by leading notables loyal to the imperial regime. Nevertheless, if this administrative organisation was uniformly applied throughout France, the Breton case has two very specific characteristics. First of all, for several decades in Brittany there was an intense network of agricultural associations, created and directed by rural notables. These structures, very well established at the cantonal level, sometimes included several hundred members. On the other hand, Breton notables exercised a not insignificant authority over the peasant masses. The State could not do without their service, they were, because of their knowledge of agricultural practices, indispensable intermediaries for the success of the investigation. The aim is to analyse the results in Brittany in order to understand the effects of cooperation between notables and the administration.*